

(98) Co-op Atlantique

Le sous-alinéa 128(1) a) (vi) pourrait être amendé en évitant de fixer un maximum de cinq personnes afin de reconnaître les caractéristiques de la propriété en coopérative et de réduire les coûts d'administration de la TPS.

(99) Co-op Retailing System in Western Canada

Le projet de loi devrait être amendé pour que la taxe soit visible sur toutes les factures. Des crédits transitoires devraient être offerts à toutes les entreprises peu importe leur taille et la taxe ne devrait être perçue sur aucun aliment. La mise en oeuvre de la taxe devrait être reportée à avril 1991 afin qu'on puisse s'y préparer.

(100) Corporation canadienne des retraités concernés - Division de l'Alberta

L'organisme s'oppose à la TPS, parce qu'elle frappera durement les personnes âgées ayant un revenu fixe.

(101) Corporation Sports-Québec

La TPS est discriminatoire pour les organismes qui ne sont pas reconnues comme des associations canadiennes de sport amateur mais qui ont un mandat semblable.

(102) Council of Tourism Associations

Le Conseil recommande d'attribuer aux entreprises des numéros de taxe pour leurs propres acquisitions afin qu'elles ne soient pas tenues de payer la TPS et de se la faire rembourser ensuite. La TPS pourrait être combinée avec les taxes de vente provinciales en vue d'éliminer la bureaucratie. La TPS devrait aussi être réduite à 3 p. 100.

(103) Mel Couvelier, ministre des Finances de la Colombie-Britannique

M. Couvelier s'oppose à la TPS, parce qu'elle est inflationniste. Il propose d'en discuter encore avec les provinces et de faire participer les provinces davantage.

(104) Cowessess - Réserve n° 73

Les autochtones ne devraient payer aucune taxe.

(105) Crisis Centre Working Committee, R.-P.-É.

Le Comité appuie le projet de loi et veut qu'il soit adopté sans délai.

(106) Diététistes-conseils du Canada

Les diététistes qui exercent leur profession dans le secteur privé devraient être exonérés.